

Communiqué de presse
24 mars 2014

Traité commercial US/UE : les propositions de l'industrie pharmaceutique menacent les politiques publiques européennes et la santé publique

Berlin/Bruxelles/Genève, lundi 24 mars 2014 :

Un rapport publié aujourd'hui par l'organisation Commons Network et d'autres organisations de la société civile révèle que la "liste de souhaits" de l'industrie pharmaceutique dans le cadre du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI; en anglais "Transatlantic Trade and Investment Partnership", TTIP) est préjudiciable à la santé publique, entraînera une hausse des prix des médicaments, et sape les processus démocratiques. Ce partenariat transatlantique est un accord sur les échanges et les investissements actuellement en cours de négociation entre l'Union européenne et les États-Unis.

« La liste de souhaits de Big pharma témoigne d'un mépris flagrant à l'égard des processus démocratiques et des politiques publiques », analyse Sophie Bloemen, coordinatrice de Commons Network. « Les firmes cherchent à prolonger la durée de leurs monopoles sur les brevets de médicaments, à contrecarrer les réglementations des États membres visant à contenir les prix des médicaments, et à entraver les récentes avancées de l'Agence européenne des médicaments (EMA) vers plus de transparence des données des essais cliniques. »

Leurs propositions tombent à un moment où les systèmes de santé sont plus que jamais sous pression à cause de la crise financière et où, dans certains pays, les patients n'ont plus les moyens de payer les traitements dont ils ont besoin. *« Ces négociations, menées en secret, offrent à l'industrie une opportunité unique de faire valoir leurs intérêts ».*

Les propositions visant à instituer un "mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États" (en anglais, "investor-to-state-dispute mechanism") sont particulièrement inquiétantes. Un tel mécanisme donne en effet à l'industrie pharmaceutique le droit de poursuivre les gouvernements en justice pour les décisions de politiques publiques légitimes, mais que les firmes estiment préjudiciables à leurs investissements. Cela offre aux firmes un mécanisme juridique permettant de contrer directement les politiques gouvernementales, y compris les mesures destinées à protéger la santé publique. L'industrie du tabac, par exemple, a utilisé ces mesures pour contester les obligations d'emballage neutre en Australie. Une firme pharmaceutique a intenté un procès contre le Canada après l'invalidation de brevets sur deux de ses produits. Bloemen ajoute : *« Nous ne voulons pas voir cette possibilité inscrite dans le droit européen. ».*

L'industrie pharmaceutique est l'un des plus puissants lobbys des deux côtés de l'Atlantique. Selon Bloemen, *« Les gouvernements européens ne doivent pas céder à ses exigences, qui vont à l'encontre des intérêts de la population européenne et sapent le processus démocratique légitime d'adoption des politiques publiques. Les gouvernements européens doivent au contraire garder leurs distances vis-à-vis du lobby pharmaceutique et promouvoir le bien commun. »*

- FIN -

Lire le rapport (en anglais) :

[The Transatlantic Trade and Investment Trade Agreement \(TTIP\) - A Civil Society Response to the Big Pharma wish list](#)

(Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP/PTCI) - Réponse de la société civile à la "liste de souhaits" de Big Pharma)

<http://commonsnetwork.eu/ttipbigpharmawishlist/>

Contact :

info@commonsnetwork.eu

Présentation succincte des organisations signataires (en anglais)

Commons Network: The Commons Network is a non-profit advocacy organization and think-tank that engages in policy formulation as well as public debate, promoting the public good through commons-based solutions. It promotes access to knowledge and other social as well as ecological causes, and is based in Berlin and Brussels.

www.commonsnetwork.eu Contact: info@commons.network.eu or david@commonsnetwork.eu

MiEF. The Medicines in Europe Forum (MiEF) was launched in March 2002 and reaches 12 European Member States. It includes more than 70 member organisations representing the four key players on the health field, i.e. patient groups, family and consumer bodies, social security systems, and health professionals. Such a grouping is unique in the history of the European Union and is testament to the importance of European medicines policy. Contact: pierrechirac@aol.com

UAEM Europe: Universities Allied for Essential Medicines (UAEM) Europe is a student organization that works to improve access to medicines and health technologies for populations in resource-limited settings. UAEM Europe currently features 25 campus-based local chapters at major universities across Europe. More info: www.uaem-europe.org. Contact: mail@uaem-europe.org

HAI Europe. Health Action International (HAI) Europe is a non-profit, European network of consumers, public interest NGOs, health care providers, academics, media and individuals working to increase access to essential medicines and improve their rational use through research excellence and evidence-based advocacy. More info: www.haieurope.org. Contact: ancel.la@haieurope.org

ISDB. The International Society of Drug Bulletins, founded in 1986, is a worldwide network of bulletins and journals on drugs and therapeutics that are financially and intellectually independent of the pharmaceutical industry. Currently ISDB has about 80 members representing 41 countries around the world. More info: www.isdbweb.org. Contact: press@isdbweb.org.

Salud por Derecho is a human rights defense organization whose institutional purpose is to contribute effectively to the full realization of the right to health of all people in impoverished countries. Our mission is advocacy, awareness-raising and civil society engagement. www.saludpoderecho.org Contact: saludpoderecho@saludpoderecho.org